

D'autres regards sur le postcolonial

Stimulant et exigeant, « Le Spectre du colonialisme », recueil de textes du politiste et historien Nedjib Sidi Moussa, donne une cohérence internationaliste à ses ouvrages précédents, dépassant les controverses stériles fondées sur la concurrence victimaire ou le ressentiment identitaire.

Faris Lounis (En attendant Nadeau)

5 juillet 2026 à 11h22

Embrassant à la fois l'universalité de notre commune humanité et celle du capitalisme dans ses évolutions morbides, *Le Spectre du colonialisme* examine la détérioration du climat politique français ainsi que les crises du néolibéralisme et de la démocratie représentative à travers les liens persistants que la France entretient avec son histoire coloniale.

Dans cette temporalité de l'impasse, marquée par les hystéries médiatiques autour de la « submersion migratoire », du « grand remplacement » et, surtout, du « communautarisme musulman », qui mènerait inéluctablement au « séparatisme » puis à la « conversion » totale de la France à l'islam – avec l'aide des « calculs électoraux » attribués à La France insoumise (LFI) –, ce livre propose des clés de lecture pour comprendre la France postcoloniale à travers le spectre colonial qui continue de la hanter et d'en façonner les multiples visages.

Composé de vingt textes écrits entre septembre 2011 et août 2025, *Le Spectre du colonialisme* ne saurait se réduire à un recueil d'écrits épars. En proposant un éclairage sur le rapport passionnel au passé colonial – au regard de la question algérienne en particulier –, le politiste et historien Nedjib Sidi Moussa invite, dans cette nouvelle publication, à « *renouer avec les meilleurs apports de la pensée matérialiste et de la méthode dialectique* » afin de déminer les écueils entourant l'objet incandescent des colonisations et de leurs héritages empoisonnés : « *piège identitaire* », concurrence victimaire et ressentiment revanchard des partisans de la « *contre-révolution coloniale* ».



© Photomontage Mediapart

Le « *spectre du colonialisme* », c'est cette mauvaise conscience qui hante la France dans deux directions opposées, sur fond de « *guerres culturelles* » et de lutte des classes exacerbée. Si le triomphe de la révolution anticoloniale demeure, au siècle dernier, « *indissociable des*

lamentations déclinistes propres aux pluminets de la bourgeoisie conservatrice », une certaine fascination persiste pourtant, au sein du camp de l'émancipation, pour les conservatismes venus des Suds, retraduits dans le langage de l'altérité et des « cosmologies » radicalement autres.

Sur plus d'une décennie, Nedjib Sidi Moussa retrace la radicalisation progressive d'idéologues surmédiatisés : une camarilla de journalistes, d'essayistes, d'universitaires, d'éditeurs, d'éditrices et de militant·es ayant fait de la lutte contre les « extrêmes » un véritable mantra. Ces radicalisations ne concernent pas que les droites dures et extrêmes, déjà bien identifiées, mais aussi les « *renégats de la gauche, qui passaient pour sociaux-démocrates ou libéraux il y a peu* » : cette bourgeoisie de combat qui s'empresse de sacrifier les derniers vestiges des services publics et des libertés démocratiques.

Internationaliste et universaliste

En adoptant progressivement les idées et le langage des héritiers du fascisme et de la collaboration, notamment lorsqu'ils désignent l'immigration postcoloniale et ses descendant·es comme des « *ennemis de l'intérieur* » sur un mode ethnociste et confessionnel, ces derniers, après « *avoir fait l'éloge, la bouche en cul de poule, de la nuance, de la raison, de l'universalisme ou des Lumières* », sont devenus « *le fer de lance des "guerres culturelles", déclinisme national des cultures chères à l'extrême droite étasunienne, vouée à la fragmentation de la gauche sociale et des classes populaires sur le terrain des valeurs* ».

Face au délabrement du débat public et de la pensée critique, Nedjib Sidi Moussa entreprend de clarifier les choses. Les colonisations sont destruction, expropriation et racisme structurel. En minimiser l'inhumanité reviendrait à alimenter la confusion, voire le négationnisme des boucheries coloniales. Dans le même mouvement, il remet à l'ordre du jour les traditions vivantes de l'anticolonialisme élaborées et défendues en France.

À rebours de certaines écoles de pensée nées dans les universités états-uniennes ou consacrées par les institutions de l'élite globalisée, qui négligent les traditions anticolonialistes européennes tout en se montrant parfois indulgentes envers les tendances autoritaires de certains espaces extra-européens, les auteurs mobilisés par Nedjib Sidi Moussa permettent de remettre en question aussi bien les récits simplificateurs de l'histoire coloniale qu'une conception figée de l'identité des groupes marginalisés dans les sociétés postcoloniales.

Adoptant une perspective internationaliste et résolument universaliste – un universel décentré et pluriel, convaincu que l'Occident géopolitique n'a pas à évangéliser le reste du monde par ses prétendues « valeurs démocratiques » –, l'historien porte également la critique dans son propre camp. Chez certaines figures médiatiques de la mouvance décoloniale comme chez les tenant·es d'une certaine radicalité postmoderne, il interroge le refus « *de remettre en cause de vieilles institutions comme la religion, le travail, la famille ou la patrie* ».

Les oppressions fondées sur l'identité ou l'ethnicité sont articulées par Nedjib Sidi Moussa aux mécanismes de l'exploitation économique et politique.

Pour lui, s'interdire de penser sérieusement l'émancipation, notamment à l'égard des croyances, « *en raison de certaines alliances avec des représentants de groupes islamistes dans des espaces communs de contestation* », contribue à l'émiettement de la gauche et au

déplacement de ces thématiques historiques vers les droites dures et extrêmes. Pour y remédier, l'auteur puise dans les traditions communistes et anarchistes de l'Algérie coloniale, où des militant·es et intellectuel·les « indigènes » menèrent un combat sur deux fronts : défendre le droit à l'apostasie depuis la tradition arabo-islamique, tout en demeurant farouchement anticolonialistes.

Dépassant les oppositions binaires entre Occidentaux et non-Occidentaux, Blanc·hes et non-Blanc·hes, Nord et Sud, l'auteur cherche à élaborer une critique sociale capable de répondre aux défis du temps et aux nouvelles formes de répression, qu'elles proviennent des anciens empires coloniaux ou des États postcoloniaux. Dans *Le Spectre du colonialisme*, les oppressions fondées sur l'identité ou l'ethnicité ne sont ni niées ni euphémisées ; elles sont articulées aux mécanismes de l'exploitation économique et politique.

Ainsi, la réflexion de Joseph Gabel, auteur de *La Fausse Conscience* (Éditions de Minuit, 1962), est saluée pour sa théorisation de l'aliénation dans ses rapports avec l'idéologie, tant dans ses dimensions collectives qu'individuelles. Mais elle est également discutée pour ses angles morts concernant les situations coloniales en Algérie et en Palestine historique, ainsi que pour son ethnocentrisme occidental.

À lire aussi

[Série Désorienter l'orientalisme 4 épisodes « Kamel Daoud et Boualem Sansal sont promus de manière stratégique pour mener les guerres culturelles à la française »](#)

27 novembre 2024

Face à cet européocentrisme, le politiste explore la question de la culpabilité occidentale dans un long article consacré à l'orientaliste polyglotte Maxime Rodinson. Là où Joseph Gabel demeure silencieux sur certains aspects de la domination coloniale, l'auteur d'*Islam et capitalisme* (Seuil, 1966) identifie avec précision les logiques de peuplement, d'expropriation et d'exploitation à l'œuvre en Algérie comme en Palestine. Mais il se montre tout aussi lucide à l'égard des réflexes autoritaires et des essentialismes qui traversent les nouvelles nations indépendantes, notamment l'Algérie de l'après-1962.

En cela, il s'oppose à l'ancien ministre algérien Amar Ouzegane (1910-1981), « pour lequel seul l'islam permet de mobiliser les couches défavorisées, notamment les paysans pauvres attachés à la religion, dans la voie d'un progrès et par conséquent du socialisme ». S'inscrivant dans une perspective séculariste et potentiellement anticléricale, il s'oppose à la monopolisation de la religion musulmane « par les éléments en fait réactionnaires » et espère l'émergence d'une relecture religieuse conduisant les fidèles « à lutter contre les interprétations réactionnaires de l'islam drapées dans les plis du drapeau de la religion, de la tradition et de la morale traditionnelle ». Sans craindre le procès en racisme ou en néocolonialisme, il persiste et signe : « Il est clair dès maintenant que les couches dirigeantes utiliseront l'islam pour sacraliser leur attitude conservatrice. »

Stimulant et exigeant, *Le Spectre du colonialisme* donne une cohérence internationaliste aux ouvrages précédents de Nedjib Sidi Moussa, de *La Fabrique du musulman* (Libertalia, 2017) au *Remplaçant* (L'Échappée, 2023), en passant par *Algérie. Une autre histoire de l'indépendance* (PUF, 2019) et *Histoire algérienne de la France* (PUF, 2022). Dépassant les controverses stériles fondées sur la concurrence victimaire ou le ressentiment identitaire, il donne également à lire la généalogie d'une démarche critique qui, se réclamant de Theodor

W. Adorno, tente de porter « *la contradiction dans son propre camp* » et ne se contente pas « *de faire carrière sur la détestation de la droite, voire du capitalisme ou de l'État* ».

*

Nedjib Sidi Moussa, *Le Spectre du colonialisme*, Paris, L'Échappée, 2026, 416 p., 22 euros.

Faris Lounis (En attendant Nadeau)